

Monsieur le Président,

C'est en tant que maire que je m'adresse à vous comme je l'avais déjà fait le 31 décembre 2018. Deux millions et demi de personnes m'avaient soutenu sur les réseaux sociaux, mais vous n'aviez rien entendu. Aujourd'hui, je vous accuse, face à l'épidémie, d'avoir failli à votre devoir de bienveillance et de protection de la population, pour mieux servir vos intérêts et je vous adresse, comme l'aurait dit Georges Brassens, une supplique.

En tant que maire, parce que les maires sont des témoins au quotidien de la détresse du peuple de France. Alors que l'Etat méprise cette fonction de maire depuis longtemps, baisses des dotations, suppression des domaines de compétences et des moyens pour agir, absence de soutien et de considération... Les Présidents de la République successifs se souviennent soudain et lâchement, chaque fois qu'une crise survient, que ces maires leurs sont nécessaires. Ce fut déjà le cas avant les attentats du Bataclan. Puis, vous-même, lorsque vous ne saviez pas résoudre la crise des gilets jaunes, ou encore face à cette épidémie, chaque fois, vous comptez sur les maires, pourtant démunis et spoliés par les déviances de la République, pour trouver des solutions dans la proximité et surtout transférer sur leur dos les responsabilités...

Aujourd'hui, je suis atterré par l'état dans lequel vous avez précipité la France.

Je porte à votre encontre plusieurs accusations publiques.

Je ne crains pas les représailles ou les sanctions, que j'ai d'ailleurs déjà connues. Parce que ma force est que je m'appuie sur les valeurs de la République qui légitiment mon propos. Mais il faut que les gens sachent que lorsqu'un Maire se permet d'exprimer la moindre critique, il

risque de se voir supprimer des subventions par les services de l'Etat ou par les grandes collectivités. Les Maires aujourd'hui se doivent de n'être plus que de dociles exécutants, ce qui explique souvent leur silence...

Oui, je vous accuse d'avoir affaibli la République, par votre entreprise, de l'avoir démantelée, sur le plan démocratique, économique et social.

Vous annonciez une République en Marche, on ignorait alors qu'il ne s'agissait que de la marche arrière.

Assis sur une improbable légitimité, puisque vous n'aviez été élu que par défaut. 47 millions de français n'ont pas voté pour vous, et sur les 43,6 % d'électeurs qui se sont exprimés, 43% ont déclaré avoir voté pour vous pour faire obstacle à Marine Le Pen...

Votre mandat avait bien mal débuté, vous avez très vite réformé l'Impôt Sur la Fortune, à l'avantage des plus nantis, vous avez imposé et donc diminué les retraites, vous vous êtes attaqué aux jeunes et aux plus pauvres par la baisse des APL et des ALS (Allocations de Logement Sociales).

Vous auriez pu lutter contre l'évasion fiscale qui coûte chaque année à la France 60 à 80 milliards d'euros, vous n'en avez rien fait. Vous auriez pu porter la TVA à 30% sur les produits de luxe, vous n'en avez rien fait. Vous auriez pu diminuer la TVA minima sur les produits de première nécessité, vous n'en avez rien fait. Vous auriez pu lutter contre le diktat de l'Europe qui contraint la France à emprunter aux banques privées, plutôt qu'à la Banque de France, vous n'en avez rien fait. Quand la dette publique avoisine les 100% du PIB, vous avez surtaxé les français pour payer des intérêts aux banques privées, alors que le remboursement de ces intérêts est le quatrième poste budgétaire de l'Etat...

Puis, dans ce contexte de précarité galopante est survenue la crise des gilets jaunes.

Elle vous a servi d'alibi, alors que c'est vous-même qui l'avez déclenchée ! Et la France a pris feu, parce que vous avez refusé le dialogue, vous avez préféré saisir l'occasion des dérapages et de la violence, que je ne cautionne pas, Bien sûr, pour diaboliser tous les gilets jaunes, les décrédibiliser, les opposer aux commerçants, aux policiers... Diviser pour régner... Des braves gens ont été gazés, tabassés, on leur a tiré dessus et vous avez justifié cela en faisant l'amalgame avec les voyous.

Déjà à cette époque, vous avez démontré tant d'incompétence et d'irresponsabilité.

Puis est venue l'épidémie... Tout le monde a un avis sur ce virus et la façon dont il faudrait le combattre, je ne suis ni expert, ni médecin et je ne veux pas en rajouter au concert cacophonique des sachants et des bien pensants.

Par contre, je souhaite apporter mon analyse et mon expertise d'élus de proximité...

En ce qui concerne la démocratie, vous êtes intervenu une dizaine de fois en 2020 à la télévision, squattant toutes les chaînes pour imposer votre discours aux français... Aucun Président n'avait agi comme cela dans l'histoire de la République. Vous avez instauré un climat de terreur par vos errements et par le discours unique et la pensée unique.

La stratégie est évidente : avant chacune de vos interventions télévisées, les médias préparent et formatent l'opinion publique, puis vous apparaissez tel un sauveur, dont le discours serait attendu, bien que terriblement vide de sens. Par la suite, vos ministres devront en préciser les conséquences sur le quotidien des français, dans les jours qui suivront, par de nouvelles interventions télévisées, interminables et souvent si contradictoires.

Ainsi, vous polluez en permanence le paysage audiovisuel français par vos approximations, vos erreurs et par la pensée unique. Sur la chienne de ce climat anxiogène installé, vous imposez des contraintes insupportables, car insensées, vous empêchez les français de vivre. Votre nouvelle arme s'appelle « le complotisme », toute personne qui s'aventurerait à penser autrement serait immédiatement qualifiée de complotiste ! Vous avez inventé là une forme de terrorisme intellectuel, dont la stratégie est redoutable.

On n'a donc plus le droit, dans ce pays, ni de penser autrement, ni de dire autrement, ni d'écrire autrement.

Vous avez aussi mis en place un système par lequel l'Assemblée Nationale n'est plus consultée...

Vous vous êtes rendu coupable d'un terrible lapsus d'Etat, lorsque pendant de nombreuses

semaines, vous avez, face à l'épidémie, imposé la notion de distanciation sociale !... Jusqu'à ce que vous remplaciez cette expression, pour le moins maladroite, par « la distanciation physique ». C'était là certainement votre plus belle gaffe, car en prônant la distanciation sociale, vous mettiez à jour votre réelle intention d'empêcher la voix du Peuple, de l'empêcher de réfléchir, de le contraindre à tout accepter sans rechigner, par la peur, d'empêcher les manifestations, les rassemblements, la culture qui parfois dénonce, dérange, invente, propose... Aujourd'hui, la France ne pense plus, elle se soumet.

Vous avez pris en otage le ras-le-bol des personnels soignants, ils demandaient des effectifs en renfort, des embauches, des moyens, vous n'en avez rien fait. Même après le premier confinement. Au contraire, vous avez récupéré l'immense mouvement de sympathie témoigné par le peuple pour les personnels soignants, en utilisant la parole de médecins, de spécialistes, d'experts, tous plus alarmistes qu'urgentistes, qui ne sont pas représentatifs des personnels soignants en souffrance, qui font leur numéro tous les soirs à la télévision pour entretenir le climat anxigène et porter votre rêve, celui d'une société hygiéniste, aseptisée, une société où on ne débat pas, mais où on obéit.

On n'ose plus allumer la télévision, car elle ne nous propose que des infos angoissantes, le nombre des morts, jamais le nombre des vivants...

Quand le journaliste tousse, on a envie d'éteindre sa télévision, de peur d'être contaminé.

Vous vous fâchez aujourd'hui et vous perdez votre sang froid quand on vous demande ce que vous avez fait des préconisations des membres de la Convention citoyenne pour le climat, que vous aviez vous même instaurée et alors que vous vous étiez engagé... Personne ne croit un instant à votre nouveau Conseil Citoyen bidule, fait de citoyens tirés au sort pour surveiller la campagne de vaccination... Soyons sérieux ! Votre gestion de la crise sanitaire aura été catastrophique... Petit inventaire à la Prévert...

Vous aviez connaissance de ce nouveau virus depuis l'automne 2019, vous n'avez rien fait pour prévenir.

Votre directeur Général de la Santé Jérôme Salomon, nous a donné des leçons quotidiennement pendant des mois, il nous était la figure imposée, c'est lui qui décidait tout de notre mode de vie, technocrate de la santé, sans une once d'humanité... Jusqu'à ce qu'une commission d'enquête du Sénat dévoile qu'en aout 2019, ce monsieur aurait tenté de modifier un document de recommandations sur les différentes contre-mesures médicales à prendre en cas de pandémie grippale et en particulier en ce qui concernait une nécessaire réserve d'un milliard de masques... et c'est à lui que vous avez confié pendant des mois notre destin au quotidien ! Tiens ? C'est étrange, on n'entend plus parler de lui aujourd'hui...

Vous avez fourni un parachute doré à Agnès Buzyn à l'OMS, après ses résultats catastrophiques en tant que Ministre de la Santé...

Vous avez permis les élections de mars 2020, juste pour le premier tour, pour de basses raisons de stratégie politique. Le lendemain, vous annonciez le confinement.

Vous avez justifié l'absence de masques en disant qu'ils n'étaient pas nécessaires... Les mensonges et les contradictions se sont succédés pour masquer vos dramatiques erreurs.

Vous avez interdit les festivals et grands rassemblements estivaux, mais vous avez autorisé tout l'été le fonctionnement du Puy du Fou à votre ami Philippe de Villiers...

Il me semble que les deux plus gros scandales sont 1) le déficit structurel, c'est à dire organisé, de l'hôpital public, qui ne nous permet pas de combattre cette épidémie, par manque de moyens, de lits, de personnels. Cette dégradation est survenue grâce aux réformes engagées en leur temps par la Ministre de la Santé Roselyne Bachelot. Et voilà que vous l'avez nommée Ministre de la Culture pour venir au chevet des acteurs de la Culture. On peut sincèrement se demander si ce n'est pas là de la provocation... Et même après le premier confinement, vous n'avez pas donné en urgence les nouveaux moyens nécessaires à l'hôpital public... 2) Les masques : vous n'en aviez pas en stock, puis, vous n'en avez pas commandé, puis vous n'en avez pas commandé assez. Or, la première des choses à faire aurait été de doter la population entière de masques pour la protéger. C'était une évidence. Lorsque, trop tard, vous avez annoncé que l'Etat financerait une partie des masques achetés par les collectivités pour distribuer à la population, vous mentiez en direct à la télévision. Les gens ne savent pas que la plupart des Communes n'ont rien vu de ces aides. Que les Communes qui avaient commandé des masques avant votre déclaration n'étaient pas éligibles à cette aide. Qu'un mois et demi plus tard, cette aide n'existait plus... Vous avez abandonné les Maires et leur population. Les gens ne savent pas qu'en septembre 2020, alors qu'on ne cessait de nous annoncer une deuxième vague épidémique, les ARS ont écrit à tous les professionnels de santé et à tous les établissements médico-sociaux que les dotations de masques cesseraient dès le 30 septembre ! Quel scandale. Et puis, la casse sociale qui en a résulté fait que, si début 2020, il y avait 9 millions de personnes qui vivaient en France en dessous du seuil de pauvreté, fin 2020, il y en avait 10 millions ! Or, un masque doit être changé toutes les quatre heures. Tous ces pauvres et bien d'autres encore n'ont pas les moyens de s'acheter des masques en suffisance, quand souvent ils ne font même plus trois repas par jour... Ça, c'est la vraie vie, monsieur le Président, celle que vous et vos conseillers ignorent, mais celles que les Maires côtoient au quotidien. Alors, les gens portent mal leurs masques, les enlèvent et les remettent pendant des jours. Et l'épidémie progresse. Vous le savez pertinemment et vous ne faites rien.

Après cela, il y a eu le sujet des tests, il aurait été efficace et salvateur de proposer à la population des lieux pour tester toute personne qui le souhaiterait et chaque fois qu'elle le souhaite. J'atteste, en tant que maire, que les services de l'Etat n'ont toujours rien fait (nous sommes en janvier 2021) pour que nous puissions organiser la possibilité de tests massifs et réguliers pour la population. Il y a un mois et demi, il m'a été demandé si je pouvais mettre à disposition des locaux pour cela. J'ai répondu oui, En proposant des locaux municipaux pour des tests et même du personnel. J'attends toujours qu'une suite soit donnée. Alors, Monsieur le Président, comprendrez-vous enfin ma colère ? Lorsque j'écris au Préfet parce que j'ai sur

ma Commune des situations douloureuses et que j'aurais besoin de son soutien, il ne daigne même pas me répondre, on n'a jamais connu ça avant vous. La directrice de l'ARS, au mois d'avril 2020, au téléphone, m'a dit qu'elle allait répondre à une question que je lui posais et me rappeler dans l'heure qui suivait... J'attends encore son appel ! Ça, c'est la réalité, la vraie information, celle qui ne circule pas !

Aujourd'hui, on parle du vaccin. Mais le mensonge perdure. La vérité, c'est que vous n'en avez pas acheté. Vous prenez comme alibi que de nombreux français se méfient de ce vaccin et à juste raison, puisque vous leur avez trop menti. Mais vous n'avez pas acheté ce vaccin, pour des raisons économiques, peut-être pour mieux attendre le vaccin Sanofi ? Lorsque vous utilisez cette pauvre dame Mauricette pour surmédialiser sa vaccination, n'avez-vous pas honte ? Et puis votre armée de technocrates incompetents ne sait pas s'organiser. Alors que les Maires continuent à proposer leurs services pour ce qui concerne la logistique, vous ne savez pas vous organiser, mais vous continuez à mépriser ces maires.

Vous avez empêché les français de vivre, vous avez maltraité les enseignants, les personnels soignants, les policiers, j'aurais même bien du mal à citer une catégorie socio-professionnelle qui aurait passé une belle année 2020... Qu'avez-vous fait pour soutenir le moral et améliorer les conditions de travail des enseignants, sinon inventer des protocoles d'accueil incohérents pour les élèves ? Qu'avez-vous fait pour accueillir les étudiants dans d'autres locaux et éviter ainsi la surdensité, quand ils étaient entassés à 500 dans des amphis prévus pour 350 personnes et quand les maires proposaient de mettre à disposition des locaux municipaux ? Vous avez sacrifié une génération de jeunes qui ont dû interrompre leurs études, annuler leurs stages... Et qui n'ont aucune visibilité aujourd'hui sur leur avenir.

Le résultat de votre gestion de la crise, c'est aussi une économie dévastée, vous avez ruiné de nombreux commerçants et entreprises. Les aides ? Vos ministres annoncent des sommes considérables qui ne seront pas distribuées réellement, vous le savez pertinemment. Vous multipliez les effets d'annonce. Mais vous inventez des critères d'éligibilité et des tracasseries administratives tels que, la plupart du temps, les gens que vous avez ruinés ne bénéficient pas de ces aides. Et il en va de même pour les aides des Régions... Ça, monsieur le Président, c'est la vraie vie ! Les commerçants ne demandent pas d'aides, ils demandent d'avoir le droit de travailler. Pire encore, vous avez consenti de nombreux prêts... Mais vous leur enfoncez la tête sous l'eau ! Lorsqu'ils pourront enfin reprendre le travail et qu'ils seront ruinés, si, en plus, ils doivent rembourser ces prêts à l'Etat, vous les condamnez irrémédiablement !

Parmi les décisions stupides que vous avez prises, je citerai : la fermeture des petits commerces, quand vous autorisiez les grandes surfaces. Alors que les petits commerces s'étaient organisés pour garantir les gestes barrières et pour un maximum de sécurité. Il n'y avait donc aucun risque là.

La sortie du second confinement, à la veille de Noël, alors que vous aviez cloîtré les français pendant des semaines. Vous avez alors organisé un cluster géant, jamais on n'avait vu autant de monde dans les rues, dans les magasins pour faire des courses de dernière minute...

L'autorisation de faire du ski dans les stations de montagne, mais sans les remontes-pentes !!!

Là, on est dans la caricature de la bêtise absolue !

Le couvre-feu à 18 heures !!! Qui a comme incidence, un nouveau mauvais coup donné aux commerçants et le fait que les gens sortent du travail à 17h pour se ruer dans les magasins pour faire leurs courses, en créant ainsi de nouveaux brassage de population et des pics de contamination... Et voilà que des élus tentent de se faire valoir, en étant plus royalistes que le despote, ils essaient piteusement de montrer qu'ils seraient plus responsables que d'autres et surtout pour détourner l'attention de leur inefficacité... Alors, ils demandent à corps et à cri de nouveaux confinements, de nouveaux couvre-feu... Ils ignorent que les commerçants crèvent, que les gens se meurent de ne plus avoir le droit au travail, aux loisirs, au sport, à la culture, à la vie !

J'é mets une proposition : chaque fois qu'un élu hygiéniste et moraliste, un ministre, un président de la République, un expert, un technocrate proposera un nouveau couvre-feu ou un nouveau confinement, qui aura comme conséquence la perte de revenus pour de nombreuses personnes et en particulier les commerçants, je propose que ces élus hygiéniste et moralistes, ces ministres, ce Président de la République, ces experts, ces technocrates abandonnent leurs indemnités ou salaires pour toute la période du confinement qu'ils auront demandé, pour qu'ils puissent ainsi tester l'efficacité des dispositifs d'aides qu'ils pourraient toujours tenter de solliciter... Chiche ?

Parce qu'il faut remarquer aussi que tout le monde n'est pas logé à la même enseigne... Alors que tous les coiffeurs de France étaient empêchés de travailler, même à domicile, on a pu constater, lors de vos passages à la télévision, le 11 novembre que le coiffeur de l'Elysée avait pu continuer à travailler, pour vous et votre épouse... Lorsque vous nous avez annoncé être positif au Covid, comment comprendre que vous interdisiez aux français de se réunir et que vous aviez organisé des repas à l'Elysée ? Comment comprendre que vous recommandiez de ne pas se déplacer, alors que vous êtes allé vous confiner sept jours à Versailles, à la Lanterne (en référence peut-être à la chanson « ah ça ira, ça ira... »), puis vous êtes partis en vacances au Fort de Brégançon à 880 km de Paris...

Je vous accuse d'avoir mis à mal le lien social des français, de les avoir emprisonné en morosité et pessimisme et d'avoir pour cela verrouillé toute possibilité de vie sociale et d'activité culturelle.

La Culture vous dérange, elle ne vous intéresse pas. C'est pour cela que vous avez fermé les théâtres, les salles de concerts, les librairies, les musées, les cinémas. Vous ignorez que l'industrie culturelle est, les chiffres le démontrent, une industrie majeure en France, créatrice de nombreux emplois directs et indirects, essentielle pour le développement local et l'aménagement du territoire. La Culture aide à vivre, éveille les consciences, dénonce les injustices, libère l'imagination, elle instruit et propose de l'intelligence à partager.

Cela vous dérange-t-il monsieur le Président au point de bâillonner les acteurs de la Culture, quand tout avait été mis en place pour assurer la sécurité de tous dans les salles de spectacles, avec des jauges réduites, avec tous les gestes barrières mis en place et toutes les précautions ? Vous le savez, personne en France n'a été contaminé dans un théâtre dans ces conditions ! Et pourtant, vous les avez fermés et vous vous entêtez à cultiver l'incertitude sur le devenir du spectacle survivant, pour mieux le laisser mourir. Comment comprendre que l'on puisse prendre l'avion, aller dans les lieux de culte ou au supermarché, quand on ne peut plus assister à un spectacle en prenant toutes les précautions nécessaires.

Ailleurs, il a été démontré que c'était possible.

Je vous invite à relire Le Rhinocéros de Ionesco, cette pièce du théâtre de l'absurde qui, comme une prémonition, raconte une épidémie de rhinocérite dans une ville imaginaire. La terreur est instituée, tout le monde se transforme progressivement en rhinocéros. Cette pièce a été une métaphore de la montée des totalitarismes avant la seconde guerre mondiale, elle évoque la résistance au pouvoir politique devenu illégitime...

Voilà ma supplique, monsieur le Président : «protégez la population, commencez à faire ce que vous n'avez pas encore fait, votre devoir. Reprenez tout, point par point, pour organiser en cohérence et bienveillance notre défense et laissez nous enfin vivre, vivre libres !... ou bien partez.